

Transports

♦ Conseil transports du 5 décembre 2005 :

- Transport ferroviaire (troisième paquet) : Le Conseil a i/ approuvé la proposition de directive sur l'ouverture de l'accès au marché ferroviaire de passagers à partir de 2010, qui inclut, également, les opérations de cabotage consécutif (prendre et débarquer des passagers à l'intérieur d'un même État membre). Les États membres peuvent faire jouer la péréquation entre lignes bénéficiaires et déficitaires par une participation de tous les opérateurs. Le Luxembourg bénéficie d'un délai supplémentaire jusqu'en 2012, en raison de la faible taille de son réseau. Le Conseil n'a donc pas suivi le Parlement européen qui souhaitait une ouverture en 2008. Les régulateurs nationaux seront chargés d'évaluer le contenu des contrats de concession existants au moment de l'entrée en vigueur de la directive. Une clause de réciprocité permettra à un État membre de refuser l'entrée sur son marché à une compagnie ferroviaire disposant d'un monopole dans son pays ii/ dégagé un accord politique sur les droits et obligations des passagers du transport ferroviaire international uniquement iii/ approuvé la proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains ou locomotives, mais sans l'étendre à tout le personnel de bord, comme l'avait demandé le Parlement en première lecture (voir bulletin 181). Le texte doit repasser au Parlement en deuxième lecture.

- Transport aérien : le Conseil s'est prononcé à l'unanimité sur l'établissement d'une liste noire européenne des compagnies soumises à restriction ou interdiction de vol dans toute l'Union.

♦ **Transport maritime** : La Commission a adopté, le 23 novembre dernier, un paquet de sept propositions législatives, "Erika III", visant à renforcer la sécurité du transport maritime en Europe. Ce paquet fait suite aux paquets "Erika I" et "Erika II" qui, en réaction aux naufrages des pétroliers Erika et Prestige en 1999 et 2002, ont renforcé l'arsenal législatif européen en matière de contrôle des navires dans les ports, interdit les navires à simple coque, créé l'Agence européenne pour la sécurité maritime. Les sept propositions consistent en : une proposition de directive sur la responsabilité des États du pavillon, la modification de la directive sur les sociétés de classification, la modification de la directive sur le contrôle par l'État du port, la modification de la directive sur les enquêtes après accidents, une proposition de règlement sur la responsabilité et l'indemnisation des dommages aux passagers, une proposition de directive sur la responsabilité civile des propriétaires de navires. Le commissaire Barrot, en charge des transports, a souhaité que le Parlement et le Conseil se saisissent rapidement de ces propositions pour que leur mise en œuvre puisse intervenir en 2007.

♦ **Services portuaires** : Le vote en commission parlementaire des transports sur la proposition de directive sur la libéralisation des services portuaires (liberté de prestation de services dans les ports communautaires, sous réserve d'une autorisation obligatoire) a eu lieu, le 21 novembre dernier, dans la plus grande confusion. Après plusieurs revirements, aucun compromis n'a pu être dégagé, c'est donc la proposition de la Commission qui sera débattue en plénière, en janvier prochain. Rappelons que cette proposition a été présentée par la Commission .../...

Transports

♦ The December 5th 2005 **Transports Council**:

- Railway transport (third package): The Council has i/ approved the directive proposal on the opening of access to the passenger railway market starting from 2010, which also includes ensuing operations of cabotage (picking up and dropping passengers within the same Member State). Member States can apply the balancing process between profitable and loss making lines by involving all operators. Luxembourg would be accorded extra time, up until 2012, due to the small size of its network. Thus, the Council has not followed the European Parliament's view point by which it had wished for a market opening in 2008. National regulators will be required to evaluate the contents of the current concession contracts at the time of the coming into force of the directive. A reciprocity clause will make it possible for one Member State to refuse entry on its market to a railway company enjoying a monopolistic position in its country of origin. ii/ reached a policy agreement regarding the rights and obligations of international railway passengers only iii/ approved a directive proposal for the licensing of the train or engines drivers but, without extending it to all the crew members, as had been called for by the Parliament in the first reading (see bulletin 181). The text must again go through the Parliament for the second reading.

- Air transport: the Council unanimously agreed on the establishment of a European black list of companies subjected to flight restrictions or prohibition throughout the Union.

♦ **Maritime transport**: On 23rd November the Commission adopted a package of seven legislative proposals, "Erika III", aiming at reinforcing maritime transport safety in Europe. This package is a follow up to "Erika I" and "Erika II" packages which, in reaction to the sinking of Erika and Prestige tankers in 1999 and 2002, reinforced the European legislative arsenal regarding the control of ships in ports, prohibited simple hull ships, established the European maritime safety agency. The seven proposals consist of: a proposal for a Directive on the responsibility of the flag states, the amendment of the directive on classification companies, the amendment of the directive on the control of the harbour by the State, the amendment of the directive on the investigations following accidents, a proposal for a regulation on the responsibility and compensation for damages to passengers, a proposal for a directive on the civil liability for ship owners. Commissioner Barrot, responsible for transport, hopes that the Parliament and the Council would quickly take up these proposals to ensure their implementation in 2007.

♦ **Port services**: The parliamentary transport committee voting on the proposal for a directive on the liberalisation of port services (freedom of service provision in the Community ports, subject to mandatory authorisation) took place on 21st November, in a very confused atmosphere. After several reversals, no compromise could be reached at, hence, it is the Commission's proposal which will be discussed in a plenary session, in January 2006. It should be recalled that this proposal was presented by the Commission.../...

en octobre 2004, après le rejet, suite à un vote très serré, d'un premier texte, peu différent, par le Parlement européen en novembre 2003 (voir bulletins 160 et 159).

♦ **Galileo** : L'Agence spatiale européenne a réussi à débloquer, fin octobre, le budget de la phase de développement du projet Galileo de radionavigation par satellite, correspondant au lancement de quatre satellites. Par ailleurs, un accord est intervenu, le 5 décembre dernier, pour installer le siège de Galileo à Toulouse (France) et des centres en Allemagne, Espagne, Italie et Grande-Bretagne. Les huit entreprises qui vont bénéficier de la concession se sont engagées à former une entité unique dans un délai de trois semaines (voir bulletin 140).

♦ **"Ciel unique européen"** : Dans le cadre du projet de ciel unique européen, la Commission a présenté le 17 novembre dernier la proposition de règlement et la communication relatives au programme de modernisation du trafic aérien en Europe, SESAR (ex SESAME), qui en représentent la partie technique. Il est proposé de créer une entreprise commune, sur le modèle de celle de Galileo, pour assurer la gestion de ce programme. La phase de définition du projet (2005/2007, coût 60 millions d'euros), sera suivie d'une phase de développement (2008/2013, coût 300 millions d'euros par an), puis d'une phase de déploiement jusqu'en 2020. Après 2020, le secteur privé prendra entièrement le relais. SESAR devrait être une première application de Galileo.

♦ **Obligations de service public (OSP)** : Lors d'un séminaire organisé le 17 novembre dernier, le Conseil des communes et Régions d'Europe (CCRE) a bien accueilli le nouveau projet de règlement OSP dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, route et voie navigable présenté par la commission le 2 juillet dernier (voir bulletin 180), mais il a estimé que la définition de "l'opérateur interne", la question des frontières géographiques et surtout l'articulation de ce projet de règlement avec les directives sur les marchés publics devaient être clarifiées.

Aides d'Etat

Le Comité des Régions a adopté, le 16 novembre dernier l'avis de Gabor Bihary (Hongrie) sur le "Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat" proposé par la Commission (COM(2005) 107 final). Le rapport soutient que la notion de "défaillances du marché", proposée par la Commission pour constituer une condition pour l'octroi des aides, n'est ni fondée sur le traité CE, ni clairement définie et ne peut en aucun cas devenir le critère principal d'octroi des aides, car elle ne garantit pas le maintien de l'intérêt général. Le rapport regrette que le principe de non affectation des échanges entre Etats membres ne constitue plus un critère essentiel d'examen des aides d'Etat. Il plaide pour le recours systématique aux études d'impact des décisions et demande que les collectivités régionales et locales soient consultées dans le cadre de la mise en place d'autorités indépendantes nationales de contrôle des aides d'Etat. "Enfin, le Comité des Régions réitère sa demande de définition d'un encadrement horizontal et multi-sectoriel pour définir le périmètre des services d'intérêt général (SIG) à soustraire aux règles de la concurrence ainsi que les principes et obligations générales propres aux SIG, considérant que la réforme des aides d'Etat rend celle-ci plus urgente encore. Ce cadre reconnaîtrait le droit des collectivités régionales et locales à fournir et à définir elles-mêmes des SIG, qu'ils soient économiques ou non".

in October 2004, after the rejection of the first text, not very different from it, by a very narrow vote in the European Parliament, in November 2003 (see bulletins 160 and 159).

♦ **Galileo**: End October 2006, the European Space Agency managed to release the budget for the development phase of the Galileo project on radio navigation by satellite, involving the launching of four satellites. In addition, on 5th December, an agreement was reached for the setting up of Galileo headquarters in Toulouse (France) and of other centres in Germany, Spain, Italy and Great Britain. The eight companies which will be awarded concessions, pledged to form a single entity within three week (see bulletin 140).

♦ **"European single Sky"**: Within the framework of the Single European Sky project, on 17th November, the Commission presented a regulation proposal and a communication regarding the programme for the modernisation of air traffic in Europe, SESAR (formerly SESAME), which represents its technical part. There is a suggestion to set up a joint undertaking, on Galileo's model, to take up the running of this program. The definition phase of the project (2005/2007, costing 60 million euros), will be followed by the development phase (2008/2013, costing 300 million euros per annum) then, by a deployment phase until 2020. After 2020, the private sector will take over entirely. SESAR should be a first application of Galileo.

♦ **Public service obligations (PSO)**: During a seminar organised on the 17th November, the Council of European Municipalities and Regions (CERM) welcomed the new PSO Regulation draft in the field of the passenger transports by rail, road and inland waterways presented by the Commission on 2nd July (see bulletin 180), but deemed that the definition of "the internal operator", the issue of geographical borders and, in particular, the link between this draft regulation and directives on public procurements needed further clarification.

State aid

On 16th November, the Committee of the Regions adopted Gabor Bihary's (Hungary) opinion on the "State aid action plan" proposed by the Commission (COM(2005) 107 final). The report upholds that the concept of "market failures", as proposed by the Commission in order to lay down a condition for the granting of aid, is neither founded on the EC treaty, nor clearly defined and can in no way become the principal criterion for granting aid, since it does not guarantee the sustenance of general interest. The report considers it regrettable that the principle of non allocation of exchanges between Member States no longer constitutes an essential criterion for the assessment of State aid. It pleads for the systematic resort to studies of the impact of decisions and requests that regional and local authorities should be consulted within the framework of the setting up of independent national authorities for controlling State aid. "Finally, the Committee of the Regions reiterates its call for a horizontal, multi-sectoral framework to define the parameters of the Services of General Interest (SGI) that are to be exempted from competition rules, and the principles and obligations of SGI, given that the reform of state aid makes this more necessary now than ever. This framework would enable the local and regional authorities to provide and define SIG themselves, whether they be of an economic nature or otherwise".

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.